

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 27/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TRANSFORMATION DISTRIBUTION REUNIES**

Z.A. de l'Espèche  
10 avenue de Gascogne  
31470 Fontenilles

Références : FP/SM/UbD24-47/2025/96  
Code AIOT : 0005202154

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement TRANSFORMATION DISTRIBUTION REUNIES implanté LD MAUPAS 47250 LABASTIDE-CASTEL-AMOUROUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Contactée par l'inspection des installations classées en vu de programmer une visite d'inspection au titre du plan pluriannuel de contrôle, Mme Christine CHOMETTE, gérante du site, a indiqué que les activités de ce site avaient cessé depuis mars 2024 et qu'il n'y avait plus personne sur le site. Dans la mesure où aucune notification de cessation d'activité n'avait été transmise par l'exploitant, l'inspection des installations s'est rendue sur place afin de faire le point sur la situation et notamment la mise en sécurité du site. Mme CHOMETTE, basée à Fontenille (31470), n'a pas souhaité se joindre à la visite.

Une fois sur place, l'inspection des installations classées a rencontré M et Mme Castagnet, ancien

exploitant ayant revendu le fond de commerce à Mme Chomettes, toujours propriétaires des terrains d'emprise du site et des bâtiments, et qui habite en face du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRANSFORMATION DISTRIBUTION REUNIES
- LD MAUPAS 47250 LABASTIDE-CASTEL-AMOUROUX
- Code AIOT : 0005202154
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL Transformation Distribution Réunies (TDR) a repris les activités de la SA Castagnet à Labastide Catel Amouroux depuis septembre 2007. Le siège social se situe à Fontenilles (31470) où une activité de fabrication de palettes en bois est exercée.

Le site de Labastide Catel Amouroux (établissement secondaire du site de Fontenille à qui il fournit les planches et chevrons) a été autorisé par arrêté préfectoral n° 93-2782 du 29 novembre 1993.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Autre du 16/06/2025, article R 512-39-1 code de l'environnement	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
2	Cessation d'activité	Autre du 16/06/2025, article R 512-75-1 -IV code de l'environnement	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
3	Cessation d'activité	Autre du 16/06/2025, article R 512-39-2 code de l'environnement	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
4	Cessation d'activité	Autre du 16/06/2025, article R 512-39-3 -I code de l'environnement	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site n'est pas finalisée et la procédure de cessation d'activité de l'ICPE, telle que prévue par le code de l'environnement, n'a pas été mise en œuvre.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16/06/2025, article R 512-39-1 code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Notification de cessation
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.  III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.  L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.  Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.  IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
<b>Constats :</b>  Alors que l'activité du site a été arrêtée en mars 2024, selon les dires de Mme Christine CHOMETTE, gérante du site, aucune cessation d'activité n'a été notifiée à M le Préfet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra procéder à la notification d'arrêt définitif des installations telle que prévue à l'article R 512-39-1 code de l'environnement en indiquant les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé pour assurer la mise en sécurité des terrains concernés.  Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Cessation d'activité

**Référence réglementaire :** Autre du 16/06/2025, article R 512-75-1 -IV code de l'environnement

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

### Constats :

Les machines de travail du bois ainsi que le cyclone sciure ont été démontées et enlevées du site. Par contre, divers tas de gravats, résultants vraisemblablement de démolitions dans le cadre de l'enlèvement des machines, sont présents à plusieurs endroits.

Les anciens bacs de trempage de 10 m<sup>3</sup> et 0,5 m<sup>3</sup>, qui avaient jadis été utilisés pour l'application de produits de préservation du bois, n'ont pas été vus le jour de la visite et semblent avoir été enlevés.

Plusieurs fût métalliques et bidons, dont le contenu n'a pu être identifié, sont encore présents à divers endroits sur le site.

Plusieurs tas de grumes, stocks de petits bois et de sciures restent également à évacuer.

L'entrée du site est fermée par un portail. Toutefois, le site n'est pas clôturé sur l'ensemble du périmètre si bien que des riverains, tels que ceux situés sur la parcelle 679, ont un accès direct au site.

Les 2 anciennes cuves enterrées de 500 l chacune (station de distribution FOD et GO), n'ont pas été trouvées le jour de la visite. L'emplacement supposé selon le plan du site se trouve actuellement sous un tas de matériaux de démolition.

L'ancienne cuve de propane de 1750 kG, qui était associée au séchoir, a quant à elle, été enlevée.

Les 3 piézomètres ayant été mis en place dans le cadre du suivi des eaux souterraines sont encore en place sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra finaliser la mise en sécurité du site, faire constater cette mise en sécurité par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, (voir liste des entreprises disponible sur <https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297>), et transmettre l'attestation correspondante (dite « ATTES SECUR »), à l'inspection des installations classées, conformément aux dispositions de l'article R . 512-39-1 III du code de l'environnement.

**Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au présent rapport.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Cessation d'activité

**Référence réglementaire :** Autre du 16/06/2025, article R 512-39-2 code de l'environnement

**Thème(s) :** Risques chroniques, Usage futur

**Prescription contrôlée :**

I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle

incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V.- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

#### **Constats :**

L'usage futur du site n'est pas précisé dans l'arrêté d'autorisation n° 93-2782 du 29 novembre 1993.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Parallèlement à la notification au Préfet de votre cessation d'activité, l'exploitant transmettra la proposition d'usage futur au propriétaire des terrains ainsi qu'au Maire (ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme) selon les modalités prévues à l'article R 512-39-2 du code de l'environnement.

**Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au présent rapport.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 4 : Cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** Autre du 16/06/2025, article R 512-39-3 -I code de l'environnement

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réhabilitation du site

#### **Prescription contrôlée :**

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer

la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

1° Les objectifs de réhabilitation ;

2° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

...

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.



<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun mémoire de réhabilitation ni attestation d'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, n'ont été transmis à M le Préfet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre à M le Préfet le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés, accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site (dite « ATTES MÉMOIRE ») , tels que mentionnés à l'article R 512-39-3 du code de l'environnement.  <b>Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au présent rapport.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>